

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 15 MAI 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/233**

**ATTRIBUTION D'UNE  
SUBVENTION D'UN MONTANT  
DE 80 000 EUROS A  
L'ASSOCIATION "CENTRE  
DEPARTEMENTAL POUR  
L'INSERTION SOCIALE"  
(CEDIS) - CONVENTION  
D'OBJECTIFS - 2023 -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Christian SIMON.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/233**

**BUREAU DU 15 MAI 2023**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT  
DE 80 000 EUROS A L'ASSOCIATION "CENTRE  
DEPARTEMENTAL POUR L'INSERTION SOCIALE"  
(CEDIS) - CONVENTION D'OBJECTIFS - 2023 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville et de développement économique, il appartient à la Métropole de créer les conditions favorables à l'accès au marché de l'emploi des personnes les moins favorisées et également de permettre aux salariés de poursuivre leur activité dans les meilleures conditions,

**CONSIDERANT** que l'action du « Centre Départemental pour l'Insertion Sociale » (CEDIS) permet de répondre à un besoin de garde d'enfants pour les parents en quête d'un emploi ou pour les parents salariés,

**CONSIDERANT** que les problèmes posés aujourd'hui par la garde des enfants de personne travaillant ou en quête d'un emploi apparaissent comme un frein à l'intégration dans le monde du travail ou à la continuation des relations de travail,

**CONSIDÉRANT** que le mode de garde proposé par le CEDIS s'adapte aux besoins des publics en insertion sociale et professionnelle, parmi lesquels le public orienté vers le Plan Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) TPM,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de soutenir cette action en attribuant à cette association une subvention pour la réalisation de son projet,

**CONSIDERANT** le caractère exceptionnel de la demande chiffrée à 80 000 euros,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** une subvention de 80 000 euros (quatre-vingt mille euros) à l'association « CEDIS » à Toulon.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** le Président à signer la convention ci-annexée avec le CEDIS en vue de l'attribution d'une subvention de 80 000 euros (quatre-vingt mille euros).

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2023 opération n°2 article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



# **CONVENTION**

## **ENTRE**

La Métropole « **Toulon Provence Méditerranée** », ayant son siège Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, agissant en vertu de la délibération n° 23/      du bureau métropolitain .  
D'une part,

## **ET**

L'association « **Le Centre Départemental pour l'Insertion Sociale** », ayant son siège à Toulon, Le Saint-Joseph - 21 rue Peiresc - 83093 Toulon Cedex, représentée par son président Monsieur Alain ETRIOUX dûment habilité par son Conseil d'Administration  
D'autre part,

## **PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

Dans le cadre de ses compétences « politique de la ville » et « actions de développement économique », la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente pour assurer aux habitants de la métropole des conditions d'accès au marché du travail et de l'emploi.

Considérant que l'action de l'Association permet de répondre à un besoin de garde d'enfants pour les parents en quête d'un emploi ou pour les parents salariés.  
Pour offrir un levier au frein à l'emploi, le mode de garde proposé s'adapte aux besoins des publics en insertion sociale et professionnelle, parmi lesquels le public orienté vers le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) TPM.

Consciente de l'importance de cette action en matière d'insertion par l'économie, la Métropole a décidé de soutenir financièrement l'association dans la réalisation de son action.

## **CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 : L'engagement de l'association**

L'association s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration, ainsi que la réservation de huit places ETP pour les enfants du personnel de TPM et sur l'ensemble des crèches gérées.

### **ARTICLE 2 : L'engagement de référence de TPM**

En vertu de la décision n°23/      du bureau métropolitain du      , la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » s'engage à soutenir financièrement pour l'année 2023 l'association « Le Centre Départemental pour l'Insertion Sociale » à hauteur de 80 000 euros.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de ses missions.

### **ARTICLE 3 : Les financements**

Le budget prévisionnel global des actions portées par l'association est estimé à 1 916 946 euros.

Les autres financements institutionnels prévisionnels sont les suivants :

- 84 500 € du Conseil Départemental
- 54 723 € de la ville de Toulon

### **ARTICLE 4 : Evaluation de l'action**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de l'année à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, part du public PLIE TPM fréquentant la structure, offres d'emplois proposées au PLIE...) et qualitatifs (retombées des actions, qualité de l'accueil).

### **ARTICLE 5 : La durée de l'engagement de la métropole TPM**

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

### **ARTICLE 6 : L'engagement comptable et le versement de la subvention**

Le montant de la subvention est arrêté à 80 000 €. Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

### **ARTICLE 7 : Les modifications à la convention**

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

### **ARTICLE 8 : Les obligations de l'association**

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions départementales,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :

\* le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,

\* les bilans et compte de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,

- à faciliter le contrôle par les services de la métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

#### **Le respect des présentes prescriptions est impératif.**

A défaut, la métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

#### **Article 9 : Réalisation du projet**

L'association est seule compétente pour décider de la mise en œuvre des actions placées sous sa responsabilité.

La Métropole s'interdit de s'immiscer de quelque façon que ce soit dans le fonctionnement de l'association.

#### **Article 10 : Organisation logistique et divers**

L'association fera par ailleurs son affaire :

- Du montage des dossiers d'informations et de la publicité relative à la mise en œuvre de son projet, et de manière générale toute mission de relations publiques,
- De l'accueil des utilisateurs de ses services,
- Du respect, pour toutes ses activités, des règles de sécurité et notamment celles découlant de la réglementation des établissements recevant du public,
- De la recherche de partenariats divers.

#### **ARTICLE 11 : La résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 12 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association**

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, celle-ci reversera à la métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 : Le tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 14 : La légalité de la convention et sa notification**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'association.

#### **ARTICLE 15 : Annexe**

La présente convention comporte une annexe :

- Attestation Contrat d'Engagement Républicain (CER)

Cette annexe fait partie intégrante de la présente convention

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le Président de l'association  
« CEDIS »

Alain ETRIOUX



## Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) **Alain ETRIOUX, Président,**

dûment habilité(e) par **l'association CEDIS – Centre Départemental pour l'Insertion Sociale**

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le ,10 janvier 2023 à TOULON

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Signature

A. ETRIOUX  
Président



